

Entretien avec Jacques Santer, ministre d'Etat honoraire

«N'est pas Obama qui veut»

INTRO Tenter de nouvelles expériences

Après un gros mois de campagne électorale, quelque 240.000 électeurs sont appelés à voter ce dimanche. Si de nombreux commentateurs ont souligné le manque d'intérêt de cette campagne, Jacques Santer, ministre d'Etat honoraire, l'explique par une certaine crainte face à la crise, une crainte perceptible autant chez les électeurs que chez les candidats. Lui qui a été ministre d'Etat de 1984 à 1995 avant de prendre les rênes de la Commission européenne, revient également sur les défis du prochain gouvernement, défendant ce qu'il qualifie de «laboratoire luxembourgeois» où de nouvelles expériences peuvent être tentées. Des expériences dont le but est de déboucher sur de nouvelles perspectives économiques. A l'image de la restructuration que le Luxembourg a vécue dans les années 1980 et où la place financière a succédé à l'industrie sidérurgique en tant que poumon économique du pays. Bref, si la campagne n'a pas été des plus palpitantes, les défis qui se présenteront au nouveau gouvernement le seront eux certainement.

Une campagne électorale où les partis sont restés relativement couverts, un passage en revue des différentes formations politiques ainsi qu'une comparaison avec la crise des années 1980 ne sont que quelques-uns de thèmes évoqués par Jacques Santer, ministre d'Etat honoraire. Lui qui a marqué la vie politique luxembourgeoise donne son point de vue à la veille des élections, sans oublier de jeter un œil sur les défis à venir et donner la clé du succès du CSV pour avoir su s'imposer à

tel point dans le paysage politique luxembourgeois.

■ Comment avez-vous perçu la campagne électorale?

Si je la compare avec les campagnes que j'ai vécues de par le passé, je trouve qu'elle s'est déroulée de manière plutôt calme. D'après ce que j'ai vu dans la presse, il n'y a pas eu de véritable point d'orgue. Mais cela vient aussi du fait que nous sommes dans une crise dont les véritables conséquences n'ont été visibles qu'il y a quelques mois. Une certaine inquiétude s'est fait ressentir, non seulement chez les citoyens mais aussi auprès des partis. A tel point que certains partis qui avaient fini leurs programmes trop tôt ont dû les revoir pour tenir compte de l'évolution économique. Les gens deviennent plus prudents et ceux qui doivent mener la campagne électorale doivent eux aussi revoir certaines de leurs ambitions et freiner cette attitude polémique qui aurait peut-être été plus prononcée en temps normal.

■ Peut-on comparer cette période électorale à celle qui a eu lieu durant la crise sidérurgique dans les années 1970?

Pour ma part, j'ai vécu les élections de 1974, je suis d'ailleurs devenu président du CSV quand nous sommes allés dans l'opposition. Je suis sans doute le seul à avoir été président du CSV dans une période d'opposition! Ces périodes étaient alors bien différentes, les moyens étaient plus modestes. Il n'y avait de subventions étatiques ni pour les partis, ni pour les groupes parlementaires, ni pour les campagnes électorales. Nous avions des campagnes moins onéreuses qui étaient plutôt basées sur des confrontations polémiques. Et c'est justement en 1974 que le DP, et c'est ce qui a fait son succès lors de ces élections, a introduit une campagne à l'américaine. Ce qui a été imité par tous les autres partis par la suite jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs. Surtout en ce qui concerne la campagne sur *Internet*, qui ne doit pas être sous-estimée. Facebook, smartvote, etc., tout cela génère des espèces de petits jeux dont découle une certaine attractivité, surtout chez les jeunes. Aujourd'hui, la campagne prend d'ailleurs de plus en plus de place dans les médias, qu'ils soient écrits ou audiovisuels. A l'époque, cela se passait

plutôt en public, lors de réunions électorales.

■ Est-ce que le DP n'a pas essayé de jouer à nouveau la carte américaine lors de cette campagne en s'inspirant de la campagne d'Obama?

Je n'étais pas présent lors de leurs *meetings*, mais n'est pas Obama qui veut. Cela dépend finalement toujours des personnalités, les apparences ne suffisent pas. Mais ce qui est vrai, c'est que les campagnes de tous les partis se sont modernisées et sont plus centrées sur des personnalités que ce n'était peut-être le cas autrefois. Même si tout a toujours tourné autour du Premier ministre qui a toujours apporté un certain bonus. Bien qu'à l'époque, et c'est quelque chose que je ne regrette pas, nous n'avions pas de sondages. Aujourd'hui, j'ai parfois l'impression que certains politiciens se laissent trop guider par les sondages.

■ Toujours concernant le DP, il a beaucoup été question d'un «nouveau DP» et d'un «ancien DP» depuis la défaite du parti en 2004...

Je ne l'ai pas vraiment constaté. Ce qui m'avait étonné lors des dernières élections il y a cinq ans, c'est que malgré ses responsabilités au sein du gouvernement, le parti ait tellement perdu. Mais je n'ai pas eu l'impression qu'il y ait eu un réel renouveau ces cinq dernières années. Il ne suffit pas de changer de président de parti. Aussi dans les discussions à la Chambre, je n'ai pas eu l'impression qu'il y ait réellement un vent nouveau.

■ Ces dernières années ont aussi vu l'émergence de nouveaux partis tels que Déi Gréng ou l'ADR tandis que d'autres ont disparu de la Chambre comme le KPL.

La brouille du KPL avec Déi Lénk, qui est en fait un parti réformateur du KPL, a eu pour conséquence de marginaliser le KPL. Tandis que Déi Lénk n'ont pas su s'imposer. Quant à l'ADR, c'est une sorte de bassin collecteur de gens qui se sentent frustrés pour diverses raisons. C'est quelque chose que j'ai toujours constaté dans tout paysage politique: il y a toujours de tels bassins collecteurs pour rattraper ceux qui sont insatisfaits. C'est pourquoi concernant certains points,

ils adoptent des positions plus extrêmes. C'est une manière de récupérer les insatisfaits soit par la politique du gouvernement soit par celle des autres partis.

Et Déi Gréng?

Déi Gréng se sont établis. Ils ont pris des responsabilités au niveau communal. Il faut voir maintenant dans quelle mesure le fait d'occuper des mandats locaux influe sur le résultat national. Au niveau européen, je dois dire que *Déi Gréng* ont pris un engagement résolument pro-européen. Ils ont montré cela lors du référendum sur la Constitution en 2005 par exemple. Il y a une évolution sociologique qui s'est produite et qui aura encore certainement des conséquences pour l'avenir.

Au LSAP, on a parfois l'impression que la base n'est pas sur la même longueur d'onde que la tête du parti.

J'ai mené trois coalitions avec le LSAP et le parti a toujours été un partenaire très loyal tout en soutenant la politique qui avait été négociée dans les accords de coalition. Je suis convaincu qu'il avait le sens de la responsabilité et du fair-play. Ce qui ne plaît bien entendu pas toujours à la base. Et cela d'autant plus que le volet syndical y est sans doute encore aujourd'hui plus prononcé qu'ailleurs. Mais il a toujours réussi à maintenir une certaine cohésion politique.

Certains partis, qui mettent traditionnellement l'accent sur le social, sont justement restés plutôt discrets à ce sujet lors de la campagne.

La crise, qui ne s'est pas encore entièrement déployée, a eu pour conséquence de créer certaines réticences étant donné que personne ne sait dire à l'heure actuelle avec précision de quoi sera fait l'avenir. Si certaines conséquences financières et économiques sont déjà visibles aujourd'hui, les conséquences sociales ne le sont pas encore. Et le Premier ministre a prévenu à juste titre que nous pourrions connaître un chômage qui avoisinera les 7 %, ce qui serait un accroissement très important à l'échelle luxembourgeoise. C'est pourquoi les partis qui veulent prendre des responsabilités au niveau national doivent être plus prudents dans leurs promesses.

Que pensez-vous dès lors de

la proposition du DP de réduire les allocations familiales et d'introduire une aide au logement, enlevant ainsi une partie de leurs prestations sociales aux frontaliers?

Un problème que nous avons, et cela va au-delà de la question des allocations familiales, est celui de générer une véritable cohésion sociale. Nous comptons désormais près de 500.000 habitants, dont 42 % sont des étrangers. Et si l'on rajoute à cela les 150.000 frontaliers actuels, on voit que le problème de la cohésion sociale se pose. Et c'est pour cela que, depuis que je suis devenu Premier ministre en 1984, j'ai plaidé pour intégrer la Grande Région dans notre politique. A l'époque, nous n'avions

pas un tiers des frontaliers que nous avons aujourd'hui, mais j'avais prévu cette évolution. Et c'est pour cela qu'il faut intégrer ces personnes. Il faut qu'à long terme, nous créions un véritable marché intérieur à la Grande Région où tous ceux qui y travaillent ont les mêmes droits, ce qui vaut aussi d'un point de vue social. Il faut cette cohésion sociale. On ne peut avoir pour but de se diriger vers un pays où les Luxembourgeois seraient minoritaires et où ils travailleraient tous dans la fonction publique et où les autres travaux seraient réalisés par des étrangers. C'est pour cela qu'il faut maintenir cette cohésion sociale. Et on ne peut donc pas exclure ceux qui travaillent au Luxembourg de ce dont nous profitons, c'est-à-dire des prestations sociales que nous avons nous-mêmes. Le problème est donc plus vaste qu'une simple question de coût.

C'est vous qui avez fait rentrer Jean-Claude Juncker au gouvernement. Lui auriez-vous prédit la carrière qu'il a faite jusqu'ici?

Bien évidemment, sinon je n'aurais pas été le chercher (rires). A l'époque, Pierre Werner était Premier ministre et le gouvernement a dû être remanié suite au départ de Camille Ney pour des raisons de santé. Entre-temps, j'avais remarqué Jean-Claude Juncker qui était secrétaire de notre groupe parlementaire. C'était en pleine crise sidérurgique, en 1982. J'étais ministre du Travail, des Finances et de la Sécurité sociale. J'ai donc proposé à Pierre Werner, qui a donné son accord, de prendre Jean-Claude Juncker au sein du gouvernement comme secrétaire d'Etat et il a eu les ressorts du Travail et de la Sécurité sociale. Il avait 28 ans, mais j'avais

senti qu'il avait un talent politique et j'avais pressenti, sans qu'on puisse jamais réellement prévoir quelque chose, qu'il pourrait faire une telle carrière. Et cela d'autant plus

quand j'ai été appelé à présider la Commission européenne en 1994. C'était juste après les élections, j'avais déjà formé un gouvernement et j'étais déjà assermenté! C'est lui qui a eu ma succession et il a fait cela de manière brillante depuis 1995.

A-t-il fallu des négociations?

Non, cela s'est fait tout seul, il était déjà ministre des Finances, moi j'avais gardé le portefeuille du Trésor. Il s'est imposé sans qu'il y ait eu de difficultés. C'est aussi un des succès de notre parti, d'avoir toujours tenté de réaliser la transition entre générations sans qu'il y ait de difficultés. Comme nous l'avons déjà fait de 1975 à 1979, alors que j'étais président du parti et que nous étions dans l'opposition. C'est à cette époque que nous avons fait rentrer toutes les personnes qui sont encore là aujourd'hui. Et maintenant c'est au tour d'une nouvelle génération. Jean-Claude Juncker a intégré de nouvelles personnes au sein du gouvernement. Et c'est là une des clés du succès de notre parti. Nous avons toujours essayé, même en ayant des responsabilités gouvernementales, de nous renouveler et de chercher à créer la transition pour les nouvelles générations.

Pour revenir aux élections, quels sont les grands défis qui attendent le prochain gouvernement?

A mon avis, le défi principal sera de saisir cette opportunité, cette chance entre guillemets qu'apporte la crise pour restructurer et diversifier notre pays. Mais avant tout, il faudra réussir à prendre la crise en main, d'en faire une bonne gestion. Et puis il faudra se développer et être innovateur. J'ai dit une fois que le Luxembourg est comme un grand laboratoire où l'on peut faire des expériences. Nous l'avons fait dans le passé, tout n'a pas toujours réussi, mais beaucoup d'initiatives ont porté leurs fruits. Et c'est cela qu'il faut aussi faire face à cette crise, donner de nouvelles orientations, ce

que le gouvernement a d'ailleurs déjà commencé, en misant par exemple sur les nouvelles technologies. Bien entendu, en tant que petit pays, nous sommes orientés vers l'étranger et l'export. Et il faut faire en sorte qu'une fois la crise passée, nous soyons préparés de la meilleure façon possible, à la fois d'un point de vue économique, financier et social, afin de ne pas manquer le coche. C'est d'ailleurs ce qui ressort clairement des discours électoraux de Jean-Claude Juncker: ne pas faire de

grandes promesses, mais travailler dur sur le terrain pour sortir au mieux de la crise.

Peut-on comparer cela avec la crise des années 1980 quand la place financière a pris le relais de l'industrie sidérurgique?

A l'époque, la crise sidérurgique était aussi un coup très profond contre l'industrie luxembourgeoise et toute l'économie dans son ensemble. Cette crise nous est tombée dessus et nous avons alors essayé, avec les instruments dont nous disposions telle la tripartite, de gérer la situation, ce qui ne s'est pas fait sans difficulté. Nous avons créé alors la division anti-crise, ce qui a fait du ministre du Travail le plus grand entrepreneur du pays. Et c'est pourquoi Jean-Claude Juncker avait été pris pour ce poste. De grands sacrifices ont été faits. Non seulement l'industrie a été démontée en partie, mais les salaires ont été réduits, même ceux des ministres. Les députés ont également vu leur indemnité réduite. De gros efforts ont été faits, mais nous avons réussi à retourner la situation. Nous avons géré la crise, tout en cherchant de nouveaux débouchés. C'est à cette époque que nous avons mis sur pied tout ce qui touche aux satellites. Et aujourd'hui nous avons la plus grande entreprise de satellites au monde. A l'époque on s'en moquait en parlant de satellite coca-cola et j'avais de grandes difficultés avec les coopérations allemandes et françaises qui y étaient opposées. Cela aurait pu rater, mais finalement nous nous sommes imposés. C'est aussi à cette époque que nous avons réussi à attirer l'industrie des fonds d'investissement au Luxembourg. Nous avons été le premier pays à avoir créé un cadre pour les SI-

CAV, c'était en 1986-87. Nous avons réalisé cela, j'étais alors ministre des Finances, avant que la directive européenne y relative ne soit finalisée. Ce qui nous a dotés d'un savoir-faire particulier en la matière. Nous sommes aujourd'hui la première place européenne en matière de fonds d'investissement et la deuxième dans le monde. A l'époque le secret bancaire jouait un tout

autre rôle qu'aujourd'hui. Et c'est pourquoi le gouvernement actuel peut prendre une nouvelle direction en la matière aujourd'hui. Tout cela s'est développé dans ce grand laboratoire.

Faut-il que le Luxembourg redevienne un laboratoire dans les années à venir?

Nous sommes déjà dans cette démarche. Nous avons *Luxembourg for business, Luxembourg for finance*, tout cela doit contribuer à faire connaître les avantages et les possibilités qui existent ici. Par exemple en matière de technologies de communications. C'est là que se joue l'avenir. Parce qu'outre la nécessité de maintenir ses entreprises compétitives, le gouvernement doit faire en sorte de rester constamment dans un peloton de tête.

Comment avez-vous interprété la manifestation du 16 mai?

Je comprends bien que les gens se fassent des soucis au vu de tout ce qui se passe et qu'ils soient inquiets, tout comme les politiciens d'ailleurs. Et il est normal qu'ils l'expriment. Dans ce sens je vois cela d'un œil positif qu'ils disent cette inquiétude. Et je pense que les politiciens iront dans ce sens. Le Luxembourg a toujours su faire preuve de solidarité nationale et je suis convaincu que ce sera encore le cas dans les années à venir.

Mais cette solidarité n'est-elle pas plus difficile à ressentir aujourd'hui alors que les gens viennent tous d'entreprises différentes tandis qu'autrefois une majorité travaillaient à l'usine et y avaient développé une certaine camaraderie?

Il s'agit ici de la première crise globale dans un monde globalisé. Tous les continents sont touchés et tout le monde peut être touché. Donc, tous doivent participer aux efforts. C'est ça qui est nouveau, il n'y a pas que quelques pays essouffés qui sont touchés. Et là l'Union européenne doit jouer un rôle plus important. Car pour l'instant tout le monde attend tout le

monde. Les uns attendent les Etats-Unis, d'autres attendent la Chine. Mais l'Europe, elle aussi, doit devenir active et ne doit pas se dérober à ses responsabilités.

Quelles propositions l'Europe pourrait-elle faire?

En ce qui concerne la régulation des marchés financiers, des organes de contrôle etc., des propositions ont été faites, elles doivent désormais être mises en pratique. Des orientations ont été données au G 20 et la Commission est en train d'y travailler. D'un point de vue économique, il faut éviter de tomber dans le protectionnisme national. Car c'est toujours un danger en temps de crise, surtout de la part des grands pays. Nous, en tant que petit pays, nous avons intérêt à disposer d'un marché ouvert. Que ce soit pour l'acier ou les équipementiers automobiles, nous dépendons du marché mondial. Nous avons la chance de disposer d'un grand marché intérieur européen et celui-ci doit encore être mieux exploité, surtout au sein des nouveaux pays membres. Ils sont encore loin d'avoir réalisé le même développement économique que nous, et il faut travailler pour y développer de nouvelles possibilités. Ils sont aussi en crise aujourd'hui, mais eux aussi sortiront de cette crise et nous devons être prêts pour y intervenir, et là, l'Europe a son rôle à jouer.

Les grands de l'Europe ont-ils une certaine tendance à se concerter sans les petits, ces derniers temps...

C'est un souci que l'on peut avoir, que cette communauté de destins – comme l'Europe s'appelle parfois – ne se désintègre. L'esprit de solidarité doit être maintenu en Europe. Il nous faut une réforme des institutions pour maintenir cette cohésion. Et cela d'autant plus que nous sommes à 27 désormais. Moi j'avais encore affaire à quinze pays et je peux vous assurer que ce n'était pas évident de maintenir cette cohésion. Aujourd'hui nous sommes à 27 et certains de ces pays n'ont pas encore l'expérience, ni le développement des autres. Nous l'avons vu avec le Portugal, l'Espagne ou l'Irlande qui ont aussi mis une génération pour se consolider. C'est le même cas pour les nouveaux pays. La Bulgarie ou la Roumanie sont de grands pays qui ont du potentiel et c'est sur eux qu'il faut se concentrer pour y développer les possibilités qui s'y présentent avec eux.

Pensez-vous que le résultat des élections européennes puisse être différent de celui d'il y a cinq ans?

C'est difficile à dire, étant donné

que nous avons désormais une nouvelle procédure. Les têtes de liste ne sont désormais plus les mêmes que celles sur les listes nationales à l'exception de l'ADR et il n'y a plus que six candidats au lieu de douze. Il y aura donc un décalage dû à ce changement de procédure, maintenant il faut voir en faveur de quelles listes il se fait. C'est une inconnue. Mais de manière générale, je ne pense pas qu'il y ait un changement fondamental, sauf ces décalages. Il faut aussi dire que sur les six sièges, le CSV en a

trois. Nous avons donc 50 % des sièges avec 37 % des voix, c'est déjà assez exceptionnel. Si on peut garder ce résultat, c'est autre chose, on en saura plus dimanche.

Quel est votre pronostic en ce qui concerne les résultats des élections nationales?

Je pense qu'il n'y aura pas de grands décalages. C'est du moins ce que l'on voit dans les sondages. Mais il faut faire attention, les sondages restent des sondages. Une fois que le citoyen est seul dans l'isoloir, on ne sait pas quel

choix il va faire. Chacun doit dès lors assumer son choix. Pour ma part, je m'attends à un fort gouvernement, c'est-à-dire à une forte coalition. C'est important car je suis convaincu qu'il nous faut une forte coalition gouvernementale qui soit à même de faire face aux grands défis qui se posent à nous. Je ne pense pas que dans la situation actuelle une coalition arc-en-ciel soit appropriée.

■ Propos recueillis
par Nicolas Anen